

« *L'école est importante si vous êtes une fille.
C'est la seule chose qui peut détruire la pauvreté.* »

En Sierra Leone, pendant de nombreuses années, les jeunes filles enceintes ont été exclues du système éducatif classique et des examens. Cette pratique était discriminatoire et avait de graves conséquences sur l'avenir de ces jeunes filles, violant leur droit à l'éducation.



Qu'est-ce que la discrimination ?

La discrimination correspond au fait de traiter, de manière moins favorable, des personnes, dans la même situation (une situation identique ou comparable), en raison de leur appartenance (réelle ou supposée) à un groupe particulier ou de caractéristiques personnelles (réelle ou supposée). En d'autres termes, c'est le traitement injuste ou inégal de personnes en raison de ce qu'elles sont ou de leurs convictions.

Le but de cette mesure était de préserver « *les jeunes filles innocentes* » des influences négatives des filles enceintes, et cela avait en réalité pour conséquence de stigmatiser davantage ces futures mères. Ces mesures se concentrent sur les jeunes filles enceintes, sans s'interroger sur les raisons de leur grossesse qui résultent parfois de violences sexuelles, de viols ou de relations abusives.

Au terme de la Convention relative aux droits de l'enfant, les enfants doivent être respectés, protégés et leurs droits humains doivent être garantis, notamment le droit à l'éducation et à la non-discrimination. Le Comité des droits de l'enfant a d'ailleurs déclaré que « *Les discriminations*

fondées sur la grossesse des adolescentes, comme l'exclusion des écoles, devraient être interdites, et les possibilités de formation continue devraient être assurées. »

Finalement, cette interdiction a été levée en mars 2020, après avoir été appliquée pendant 10 ans.

Dans cette fiche, nous proposons de découvrir des témoignages multiples de jeunes filles qui ont été victimes en Sierra Leone de cette interdiction de se rendre à l'école car elles étaient enceintes.

Témoignages multiples de jeunes filles privées du droit à l'éducation en raison de leur grossesse en Sierra Leone

Lorsque Amnesty International a interrogé des jeunes filles dans le cadre de son rapport, il leur a été demandé ce qu'elles pensaient de l'interdiction pour les jeunes filles enceintes d'accéder à l'école. Elles ont alors fait part de leur **déception**, de leur **incompréhension** et de leur **impuissance** face à la situation.

« De nombreuses filles tombent enceintes par erreur. Ce n'est pas juste de les exclure. Beaucoup ne retourneront pas [à l'école]. Si une fille en a envie, elle devrait y aller ! »

« Si une fille en a envie, elle devrait passer l'examen. Je connais une fille qui a passé l'examen, personne ne savait qu'elle était enceinte. »

« Ce n'est pas agréable de voir une fille en uniforme avec un ventre rond, cela pourrait en encourager d'autre à avoir un bébé peut-être, mais si je vois une fille qui est enceinte, cela ne me donnera pas envie de tomber enceinte. »

« Avant cette interdiction, le gouvernement aurait dû informer les filles sur la politique et l'interdiction et mettre en place un planning familial. »

Les jeunes filles sont **privées du droit à l'éducation**, ce qui a un impact important sur leur futur. Elles sont contraintes de manquer au moins 6 mois d'école.

C'est ce dont a témoigné Khadi, qui est tombée enceinte à l'âge de 16 ans : *« Quand j'ai découvert que j'étais enceinte, je me suis sentie mal puisque je suis l'aînée et j'étais l'espoir de ma mère car j'étais très bonne à l'école. J'ai la conviction et l'espoir de devenir avocate. »*

Dans le même sens, Eliane, également âgée de 16 ans, a confié : *« Quand j'étais enceinte, je me sentais mal car ma soeur pouvait passer les examens et aller à l'école, tandis que je devais rester à la maison. Les filles enceintes devraient aller à l'école et être courageuses. »*

Les jeunes filles sont alors placées dans une situation difficile et ressentent parfois de la honte face à cette situation.

« Je suis venue à Freetown quand j'ai appris que j'étais enceinte. Quand j'ai entendu que j'étais enceinte, je me suis sentie mal. Le garçon a 19 ans et vient du même village. Je suis venue avec mon homme en ville, mais maintenant je reste chez ma tante. Je suis enceinte de 6 mois. Mon père est mort, alors mon oncle payait pour mon école. Les professeurs ne m'ont pas autorisée à aller à l'école. Mon oncle a pris

mon sac et mes livres et les a donnés à ma soeur. J'ai honte, mais j'irais à l'école maintenant si je pouvais y aller. Et je retournerai à l'école après avoir donné naissance. », a rapporté Isa.

L'accès à l'éducation permet pourtant de limiter quelques peu l'impact d'une grossesse précoce ou non-désirée pour les jeunes filles. Le fait de pouvoir passer les examens est une manière de s'assurer que la grossesse de ces jeunes filles ne définira pas le reste de leur vie. Cela leur permettra au contraire d'être capables de bénéficier de meilleures conditions de vie, pour elles et pour leurs enfants.

Nombreuses d'entre elles font part de leur volonté de continuer à être scolarisées malgré la grossesse. « *Si on est enceinte, ce n'est pas la fin de notre vie. J'étais enceinte quand les écoles ont rouvert. Je n'étais pas autorisée à y aller. Si j'avais été autorisée, j'y serais allée.* »

Les jeunes filles ont parfois même été soumises à des examens médicaux pour vérifier qu'elles n'étaient pas enceintes, ce qui constitue une violation de leurs droits.

C'est ce dont a témoigné une jeune fille de 18 ans : « *Nous avons dû nous enregistrer et faire la queue pour obtenir une feuille de présence aux examens. Les enseignantes ont dit à toutes les filles que nous serions examinées car les filles enceintes ne sont pas autorisées à passer les examens. On nous a fait faire la queue et nous avons été contrôlées. Ils ont touché notre poitrine et notre ventre pour savoir si nous étions enceintes. Certaines filles ont été obligées de faire des tests d'urine. [...] Je me suis sentie très gênée lorsque c'était mon tour. Beaucoup de filles sont parties car elles avaient peur que les professeurs découvrent qu'elles étaient enceintes.*

Une douzaine de filles enceintes n'ont pas passé leurs examens. Cette politique est mauvaise car de nombreuses filles ne peuvent pas passer d'examens. J'ai entendu dire que cela se produisait aussi dans d'autres écoles. Les enseignants nous ont dit que le gouvernement leur avait demandé de faire cette vérification. Ils ont honte de voir les filles enceintes aller à l'école. Les enseignants ont dit aux élèves de ne rien dire et maintenant nous avons peur de parler de ce qu'il s'est passé. »

Une autre jeune fille a décrit des faits similaires : « *Je suis une fille de Sierra Leone. J'ai 21 ans. Si vous êtes enceinte, les autres écoliers diront parfois à l'enseignant que l'une de leurs amies est enceinte. Lorsqu'ils vous demandent, vous niez parfois et dites que vous n'êtes pas enceinte et ils vous contrôleront pour savoir si c'est vrai que vous êtes enceinte ou non. S'ils découvrent que vous êtes enceinte, ils vous chasseront de l'école car vous avez terni la réputation de l'école.*

Une de mes amies a été contrôlée pour savoir si elle était enceinte. Elle a nié être enceinte. Elle est venue et m'a dit d'abord qu'elle était enceinte et je ne l'ai dit à personne, mais les autres personnes qui savaient sont allées le dire aux enseignants. Ils [les professeurs] ont appelé l'infirmière. L'infirmière a examiné la fille, elle a touché sa poitrine, lui a fait passer un test d'urine pour savoir si elle était enceinte. Quand ils ont découvert qu'elle était enceinte, ils lui ont crié dessus et l'ont déshonorée. La fille avait honte, elle a quitté l'école et n'est jamais revenue. »

Les jeunes filles enceintes sont alors stigmatisées par leur exclusion de l'école, et on ne se penche pas sur la manière dont elles sont tombées enceintes, alors qu'il s'agit parfois de violences sexuelles.

C'est ce dont témoigne Adama : « *Je vis avec mon oncle. Je suis restée chez ma tante, et ai fait les travaux ménagers et corvées. Ensuite, ma mère est venue me chercher et je suis finalement allée à l'école. Je n'avais pas encore eu mes règles quand je suis tombée enceinte. Un homme m'a forcée à avoir*

des relations sexuelles, il m'a emmenée dans une pièce et a fermé la porte. J'ai essayé de résister mais il m'a forcée. Je crois que je suis enceinte de 5 mois. J'ai vu une infirmière là où j'habite et je lui ai demandé de me recevoir, mais je n'avais pas d'argent et mon oncle n'a rien fait. »

Enfin, il a été demandé aux jeunes filles pourquoi l'école est importante selon elles :

« L'école est importante si vous êtes une fille. C'est la seule chose qui peut détruire la pauvreté. »

« L'école peut nous faire lire et écrire. »

« Les hommes ne peuvent pas profiter de nous si nous sommes éduquées. »

« L'école peut vous aider à devenir président comme Ernest [Président Ernest Bai Koroma] - vous pouvez faire ce que les hommes peuvent faire. »

« L'école nous aide à atteindre nos objectifs. »

Ce sont des messages d'espoir vers un meilleur futur sans discriminations pour ces jeunes filles.

Source : Rapport d'Amnesty International, « *Shamed and blamed : pregnant girls' rights at risk in Sierra Leone* », 2015 (disponible uniquement en anglais).

Le petit + : il existe également une fiche focus théorique intitulée « *Les discriminations envers les femmes et les filles* » qui permet d'en savoir plus sur la question et peut être utilisée en complément de cette fiche témoignage ainsi que diverses fiches d'activités, fiches à voir à lire ou encore fiches de jeux sur le thème des discriminations. Toutes ces fiches sont à retrouver sur notre plateforme de ressources en ligne : www.amnesty.be/plateforme